



**Monsieur Mars Di Bartolomeo**  
**Président de la Chambre des Députés**

Luxembourg, le 6 décembre 2017

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Madame le Ministre de la Santé concernant les examens médicaux du salarié.

Au cours de sa vie professionnelle, le salarié aura à faire à différents médecins lors de sa carrière professionnelle :

- à la médecine du travail au moment de l'embauche, pour des examens périodiques (notamment à l'expiration de la validité de la fiche d'examen médicale), en cas de reprise de son travail après 6 semaines d'arrêt maladie, voire dans le cadre du reclassement professionnel,
- au médecin de contrôle de la Caisse nationale de santé (CNS), p.ex. sur demande de l'employeur,
- au médecin-conseil du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS), notamment dans le contexte du déclenchement de la procédure de reclassement,
- au médecin-conseil de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) quand il s'agira de revoir les conditions du travail dans le contexte d'un reclassement interne,
- au médecin référent pour l'émission d'un certificat d'incapacité de travail.

Si ces avis s'inscrivent souvent dans des contextes différents, il se peut que les avis soient contradictoires. Ainsi, le certificat de maladie émis par le médecin référent peut se transformer en certificat de complaisance sur constatations du contrôle administratif de la CNS. De même, dans certains cas de figure, le médecin du travail constatant l'inaptitude du salarié d'occuper son dernier poste de travail peut, mais ne doit pas saisir la Commission mixte. S'il ne le fait pas, l'employeur ne pourra plus occuper le salarié audit poste et le salarié ne pourra prétendre à un reclassement faute de saisine de la Commission mixte. De même, si le médecin du travail est en principe amené à aviser la réduction du temps de travail dans le cadre d'un reclassement

interne, le médecin-conseil de l'ADEM est appelé à intervenir s'il s'agit de réduire le temps de travail jusqu'à 75% du temps de travail initial.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame et Monsieur les Ministres :

- Le gouvernement ne considère-t-il pas utile de mettre de l'ordre dans les missions des acteurs intervenant dans le contexte de la santé au travail ?
- Le gouvernement songe-t-il éventuellement à regrouper les différents services ?
- A quel niveau le gouvernement entend-il sinon procéder à des adaptations et suivant quel échéancier ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Spautz', with a horizontal line drawn through the middle of the signature.

Marc Spautz

Député



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Christian Alff  
Service des séances plénières et  
secrétariat général  
Tél : 466.966.223  
Fax : 466.966.210  
e-mail : calff@chd.lu

**Monsieur Fernand Etgen**  
**Ministre aux Relations avec le Parlement**  
**Luxembourg**

Luxembourg, le 06 décembre 2017

Objet : Question parlementaire n° 3507 du 06.12.2017 de Monsieur le Député Marc Spautz

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

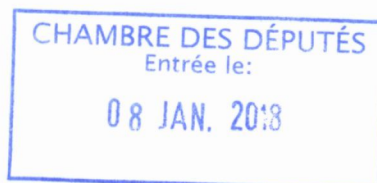


Mars Di Bartolomeo

Président de la Chambre des Députés



Dossier suivi par : Karin Manderscheid  
Tél. (+352) 247-86352



**Monsieur le Ministre  
aux Relations avec le Parlement  
Service Central de la Législation  
43, Boulevard Royal  
L-2450 LUXEMBOURG**

Luxembourg, le 5 janvier 2018

**Référence :** 820xb5df8

**Objet :** Réponse à la question parlementaire n° 3507 de Monsieur le député Marc Spautz datée du 6 décembre 2017

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse conjointe de la Ministre de la Santé, du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire et du soussigné à la question parlementaire spécifiée sous rubrique.

Je vous saurais gré de bien vouloir la transmettre à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération très distinguée.

  
Romain SCHNEIDER  
Ministre de la Sécurité sociale

**Annexe(s) :** Réponse à la question parlementaire n° 3507 de Monsieur le député Marc Spautz datée du 6 décembre 2017





**Référence :**804xca5ed

**Réponse conjointe du Ministre de la Sécurité sociale, de la Ministre de la Santé et du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire à la question parlementaire n° 3507 de Monsieur le député Marc Spautz datée du 6 décembre 2017**

---

Luxembourg a introduit en 1994 dans la législation une médecine du travail, organisée d'une manière professionnelle, sous le contrôle du Ministère et de la Direction de la santé. Le Code du Travail concernant l'organisation de la santé au travail prévoit des examens d'embauche pour chaque salarié et des examens périodiques en cas de poste à risques.

Après un arrêt de travail pour maladie ou accident, le salarié est parfois amené à passer un examen médical auprès de différents médecins qui ont des domaines de compétences, de tâches et de responsabilités différents. Dans le cadre de la législation sur le reclassement professionnel, le salarié voit ainsi le médecin conseil du Contrôle médical de la sécurité sociale, le médecin du travail compétent de son entreprise et dans certains cas le médecin du travail de l'Agence pour le développement de l'emploi. Le rôle du médecin de contrôle, qui n'est pas médecin du travail et qui ne connaît pas l'entreprise, est de s'exprimer sur sa capacité/incapacité de travail, tandis que le rôle du médecin du travail consiste à évaluer son aptitude à un poste de travail spécifique et de proposer en cas de besoin des adaptations. Ces deux médecins ont donc des rôles tout à fait distincts, mais complémentaires et sont amenés dans le cadre du reclassement professionnel à travailler étroitement ensemble.

Le Gouvernement est conscient que certains points du fonctionnement méritent réflexion au niveau opérationnel et a chargé un groupe de travail interministériel, composé des experts des trois ministères et administrations concernés, à savoir la Santé, la Sécurité sociale et le Travail, de proposer des améliorations.

De manière générale, la Caisse nationale de santé est directement concernée à deux niveaux :

- d'une part par les certificats d'incapacité de travail établis par les médecins traitants pour compte des personnes protégées et
- d'autre part par les avis du Contrôle médical de la sécurité sociale rendus en application des articles 418 et suivants du Code de la sécurité sociale.

Les certificats d'incapacité de travail sont établis par les médecins traitants pour compte des personnes protégées. Dans ce domaine comme dans maints autres, le corps médical luxembourgeois revendique une liberté thérapeutique absolue et n'apprécie guère que

ses activités soient soumises à un quelconque contrôle. Or, le médecin, en formulant ses prescriptions, est tenu à respecter le cadre légal existant (notamment l'article 23 du Code de la sécurité sociale), la convention conclue entre la CNS et l'AMMD et le Code de déontologie médicale (notamment les articles 9, 16, 21, 34 et 35).

Le Contrôle médical de la sécurité sociale, administration de l'Etat régie par les articles 418 et suivants du Code de la sécurité sociale intervient dans ce domaine pour évaluer et contrôler le bien-fondé médical des incapacités de travail indemnisées et convoque à cette fin les personnes qui se trouvent en incapacité de travail.

Quant à l'Agence pour le développement de l'emploi, un de ses médecins du travail intervient chaque fois qu'un reclassement interne est envisageable pour déterminer les capacités de travail résiduels du salarié ainsi qu'en cas de demande d'une réduction du temps de travail supérieure à 50 %. Cette intervention se justifie dans la mesure où les intéressés bénéficient par la suite d'une indemnité compensatoire à charge du Fonds pour l'emploi.